

Corée du Sud : les efforts stratégiques de la société de l'aéroport d'Incheon (Séoul) pour briser le syndicat des travailleurs précaires

lundi 18 novembre 2013, par [KPTU](#) (Date de rédaction antérieure : 7 novembre 2013).

La branche Aéroport de la KCTU (la principale centrale syndicale de Corée du Sud) organise une grève le 11 novembre

Le 5 novembre 2013, les travailleurs sous contrat de l'Aéroport International d'Incheon, membres de la branche régionale aéroportuaire de la KCTU, ont mené une grève d'avertissement de 3 heures pour mettre en avant des revendications légitimes pour des conditions de travail décentes et des emplois stables.

La grève, à laquelle en gros 500 travailleurs ont participé, avait suivi les procédures légales d'appel et de déroulement.

Il est maintenant clair que la société de l'Aéroport d'Incheon cherche à criminaliser la grève en la déclarant illégale et conduit un plan stratégique pour briser le syndicat.

Une enquête, menée sur place par des membres de l'Assemblée nationale du Parti démocrate le 6 novembre dernier, a confirmé que le 28 octobre, des responsables de la Société de l'Aéroport ont tenu une réunion avec les dirigeants des sociétés sous contrat sur l'Aéroport auxquels ils ont présenté un plan en 6 étapes pour briser le syndicat.

Ce plan consiste à :

- 1/ La Société de l'Aéroport décrète la grève illégale,
- 2/ La Société de l'Aéroport demande que les sociétés sous contrat « remplacent » les travailleurs qui jouent un rôle de leader dans la grève,
- 3/ Les sociétés partenaires licencient ces travailleurs,
- 4/ Gagner du temps au cas où le syndicat tenterait des recours judiciaires pour contester les atteintes au droit du travail,
- 5/ S'efforcer que les syndiqués restant membres du syndicat en démissionne,
- 6/ Eradiquer le syndicat.

A la suite de cette réunion, la Société de l'Aéroport a envoyé un mémorandum à chaque société sous contrat expliquant son plan pour décréter illégale la grève, ensuite pour demander officiellement à ces sociétés de « remplacer » les leaders syndicaux et les syndiqués. Les dirigeants des sociétés sous contrat ont aussi envoyé des lettres au syndicat considérant la grève illégale et menaçant de sanctions disciplinaires les grévistes. Une des sociétés sous contrat a déjà commencé à muter des membres du syndicat de leur poste actuel vers des postes moins favorables.

Les membres de l'Assemblée nationale ont aussi confirmé qu'une autre réunion avec les sociétés sous contrat s'est tenue le 5 novembre, durant laquelle les responsables de la Société de l'Aéroport ont déclaré aux dirigeants des sociétés sous contrat que « les sociétés qui n'empêcheraient pas les travailleurs de participer à la grève vers leurs contrats dénoncés » et ont ensuite annoncé leur intention de « passer désormais des contrats uniquement avec les sociétés sans syndicat ».

La Société de l'Aéroport a aussi travaillé avec les sociétés sous contrats pour former des travailleurs amenés à remplacer les grévistes, en totale violation de la loi.

Que la Société de l'Aéroport, une société publique gérant un aéroport international classé n°1 pour la qualité du service durant 8 années consécutives s'engage dans cette offensive de destruction du syndicat est scandaleux. Malheureusement, c'est dans la droite ligne de la répression visant à dégrader le secteur public en Corée du Sud depuis le début de l'administration Park Geun-hye. Après la perte de représentativité qui a frappé le syndicat des enseignants et des travailleurs de l'éducation publique le mois dernier, le gouvernement coréen vient maintenant d'envoyer des instructions aux directions des institutions publiques leur demandant de dénoncer les accords collectifs pour réduire drastiquement les activités syndicales, une claire violation du droit à la libre négociation collective entre salariés et employeurs. En même temps, le gouvernement ignore ouvertement les recommandations et les interventions urgentes innombrables du BIT appelant à cesser ces violations. Il est clair que l'administration Park a déclaré la guerre contre les syndicats du secteur public.

La branche régionale de l'Aéroport d'Incheon de la KPTU, malgré tout, refuse de reculer face à cette répression. Elle continuera sa prochaine action de grève, planifiée le 11 novembre, et se prépare pour un combat prolongé.

KPTU

P.-S.

* Traduction française réalisée à partir du communiqué anglais par Solidaires.